

Le coût du capital et notre stratégie syndicale

Nasser Mansouri Guilani

Pôle économique

Espace revendicatif

Présentation à la CEC du 17 septembre 2013

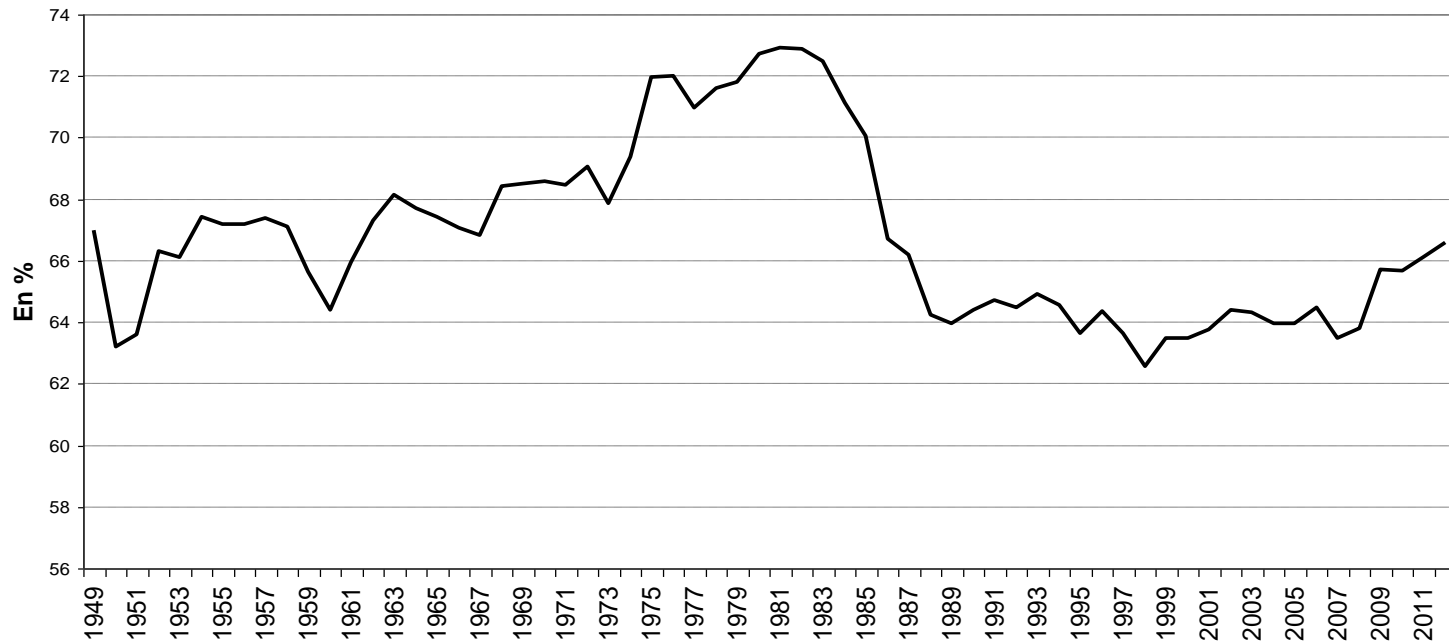
- Premier point

Ce qui se passe

Le partage des richesses au détriment du travail est à l'origine de nos difficultés

- La part des salaires (y compris cotisations sociales) dans la valeur ajoutée des entreprises industrielles et de services a reculé de 10 points entre 1983-1989
 - Chaque point de valeur de ces entreprises représente 10 mds € par an
 - Si la part des salaires était ramenée au niveau d'il y a trente ans, les salariés auraient droit à 100 mds € de plus
 - Avec des retombées positives sur
 - Emploi
 - Caisses de l'État et de la Sécurité sociale...

Part des salaires dans la valeur ajoutée



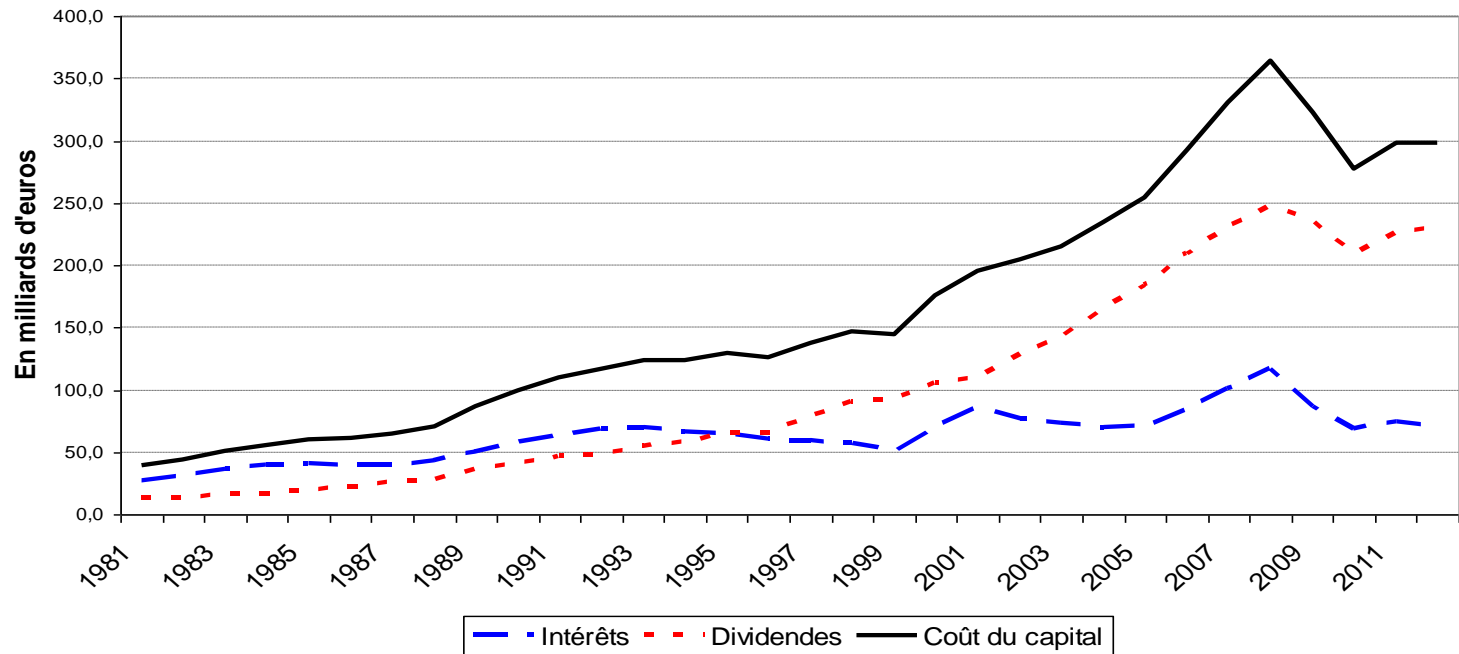
La baisse de la part des salaires va de pair avec la financiarisation de l'économie

- Financiarisation:
 - Développement des marchés financiers
 - Généralisation de l'exigence de rentabilité financière dans:
 - tous les secteurs d'activité
 - Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille
 - La financiarisation chamboule la logique de gestion:
 - Gestion classique: production, emploi et rémunération, investissement, impôts, provisions, distribution des dividendes
 - Gestion financiarisée: d'abord distribution des dividendes, puis ajuster emploi, salaire, investissement, délocalisation... en fonction de cet objectif

La financiarisation renchérit le coût du capital

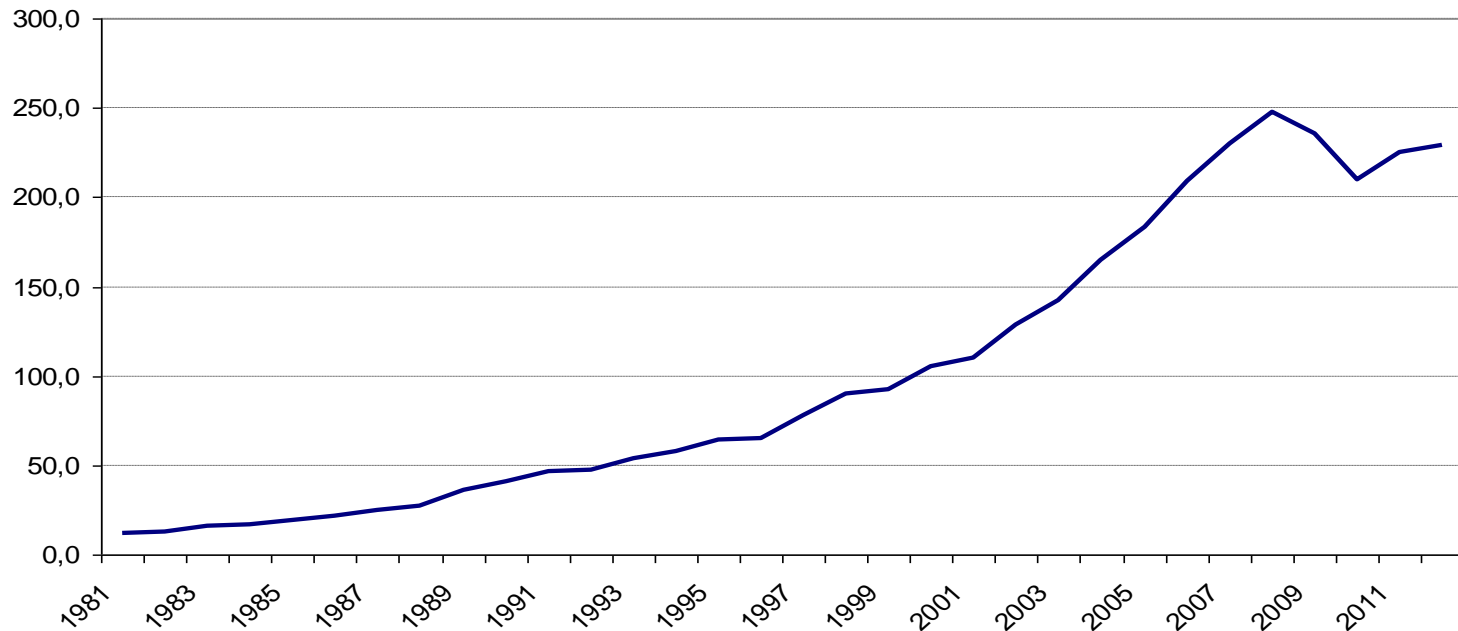
- Coût du capital
 - Intérêts versés aux créanciers, notamment les banques
 - Argent versé aux propriétaires notamment sous la forme de dividendes
- Argument des libéraux pour justifier la Bourse, le développement des marchés financiers
 - Le système bancaire est coûteux
 - Le développement des marchés financiers permet de réduire les coûts financiers de l'entreprise

Coût du capital



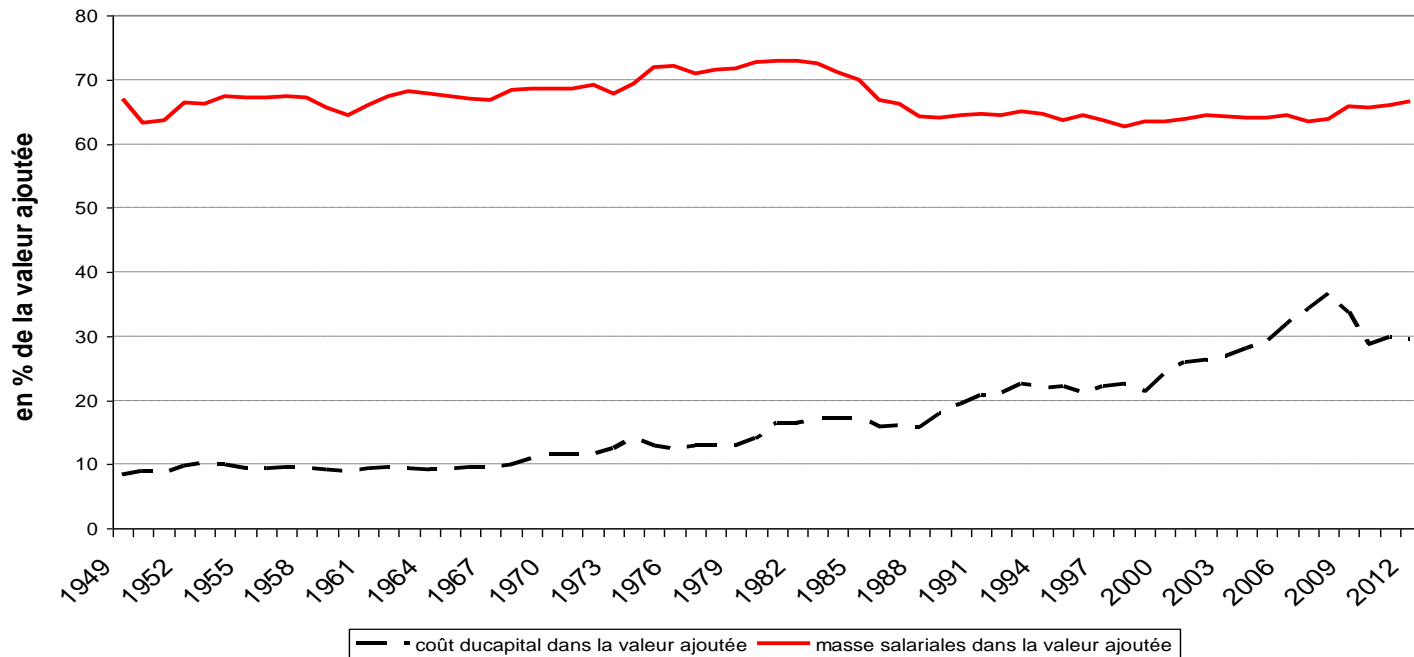
En trente ans, le montant des dividendes a été multiplié par 20

Dividendes versés aux actionnaires



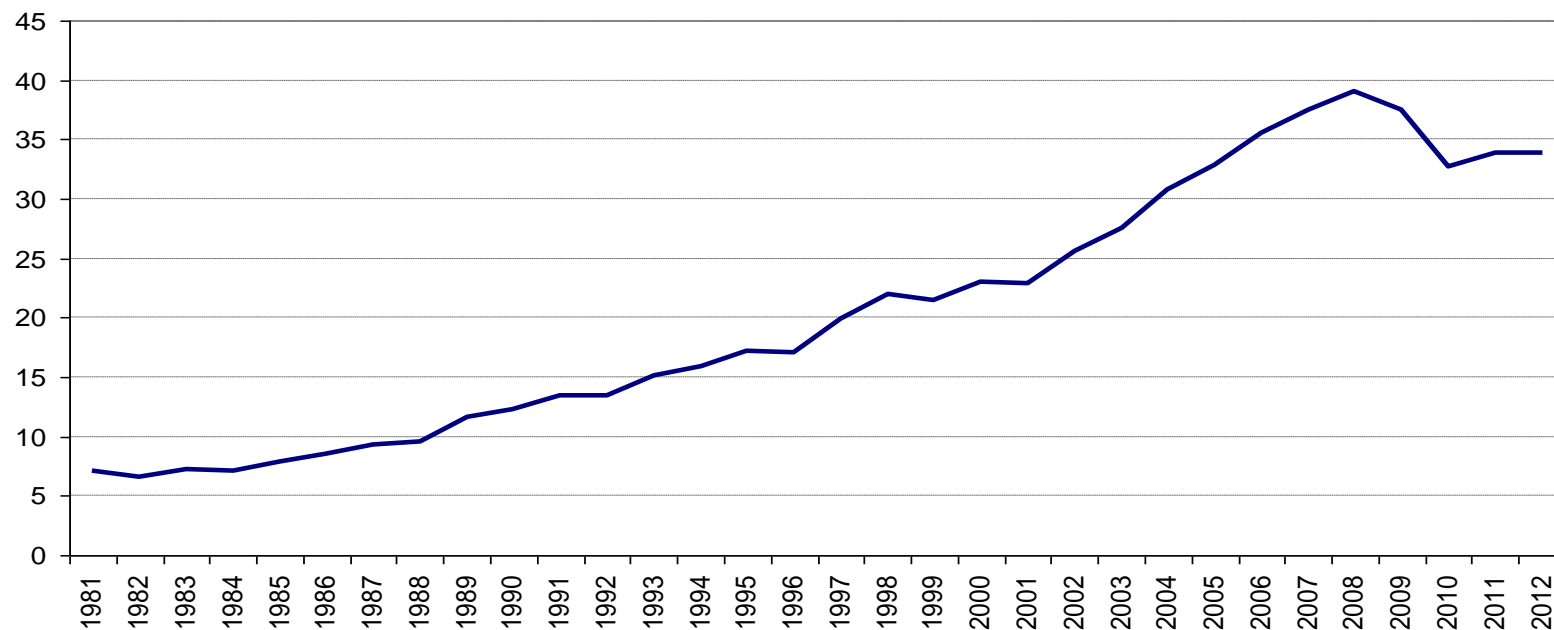
Ce qui handicape notre économie, c'est bien le coût du capital

Coût du capital et masse salariale



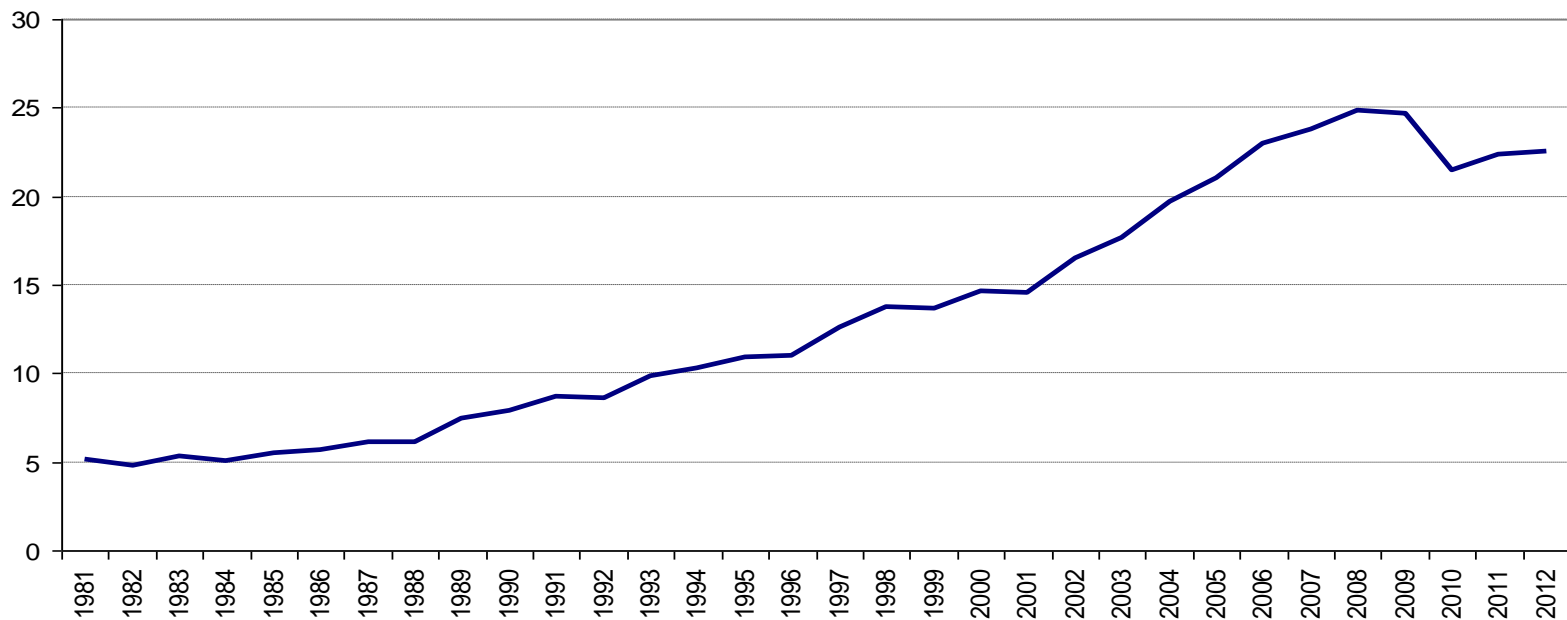
Il y a trente ans, pour 100 euros de salaire les entreprises versaient 7 euros de dividendes, aujourd'hui elles en versent 34 euros, soit 5 fois plus

Dividendes par rapport aux salaires



Il y a trente ans, pour 100 euros de valeur ajoutée les entreprises versaient 5 euros de dividendes, aujourd'hui elles en versent 23 euros, soit 5 fois plus

Dividendes versés pour 100 euros de valeur ajoutée



Conséquences ravageuses de la financiarisation pour l'économie et les salariés

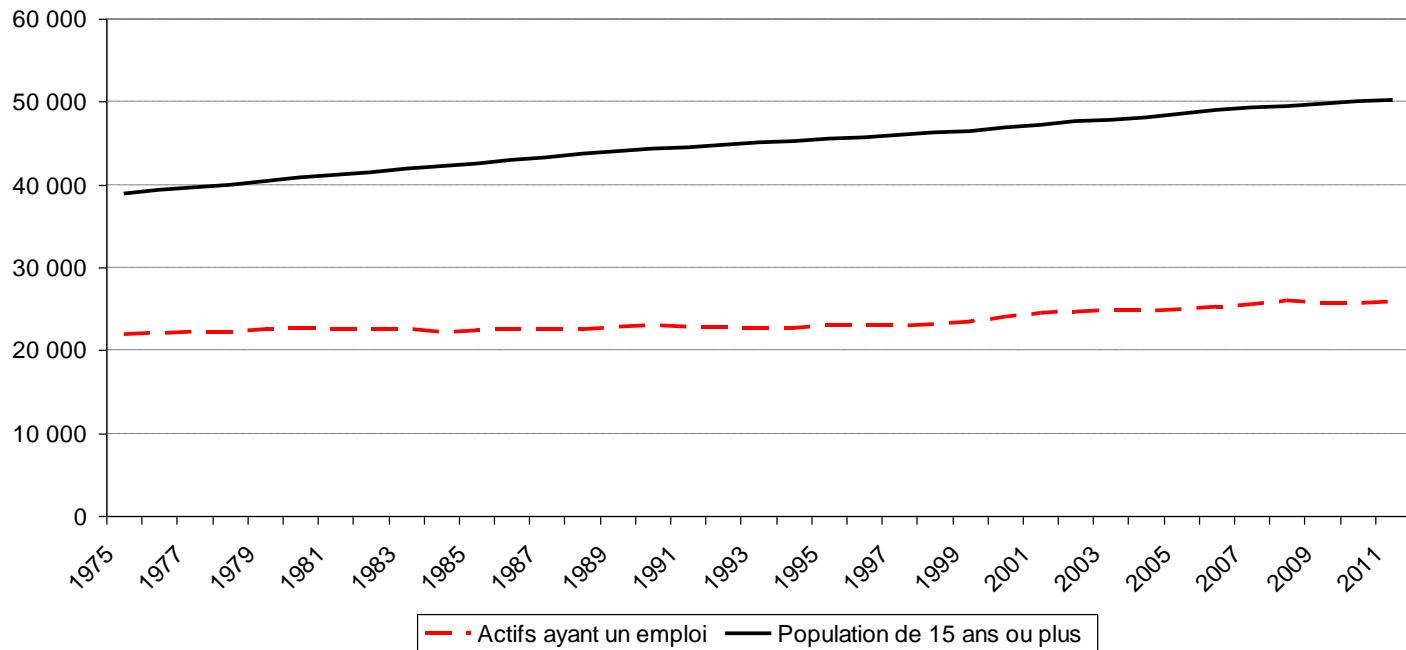
- Pression permanente sur le travail pour augmenter la rentabilité financière immédiate
 - Hausse la productivité du travail
 - Pression sur les salaires et conditions de travail
- Faiblesse de l'investissement productif surtout dans la recherche et la formation
- Perte des recettes pour l'État et la Sécurité sociale

Quelles conséquences? (1)

- Insuffisance de l'emploi
- Recul de l'emploi industriel
- Développement de la précarité
- Chômage massif

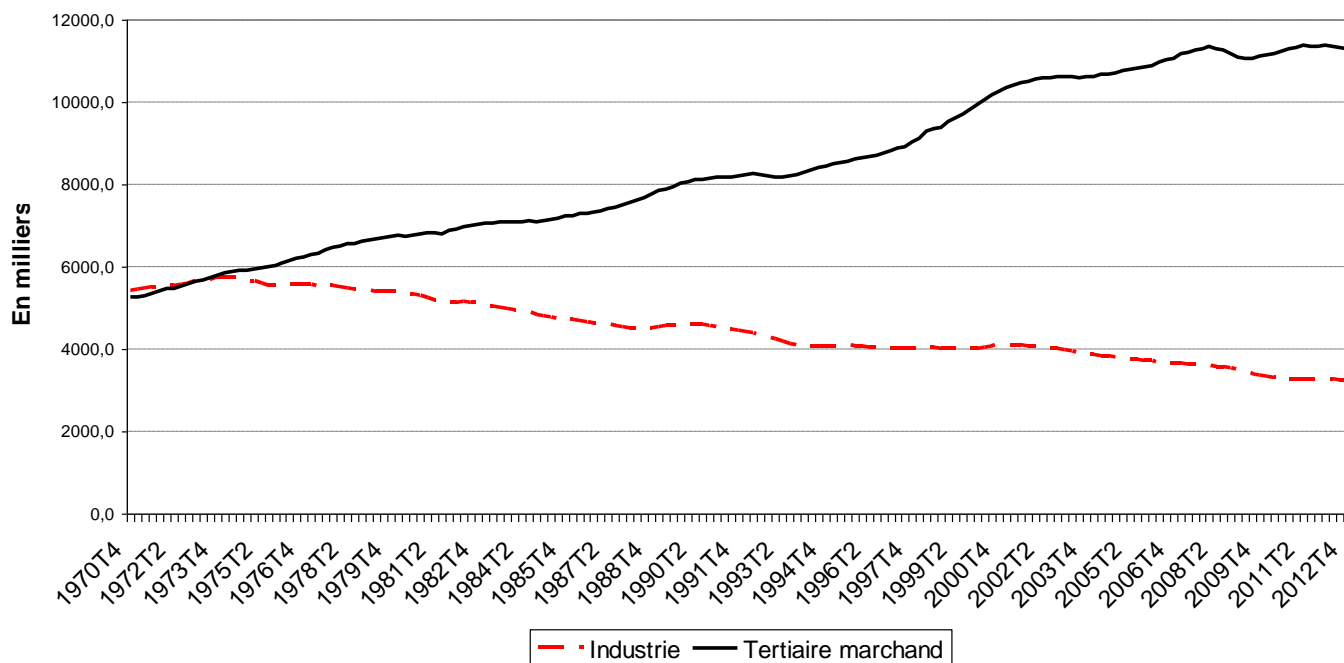
L'emploi augmente peu

Insuffisance de l'emploi



L'emploi industriel ne cesse de reculer

Emploi dans l'industrie et les services

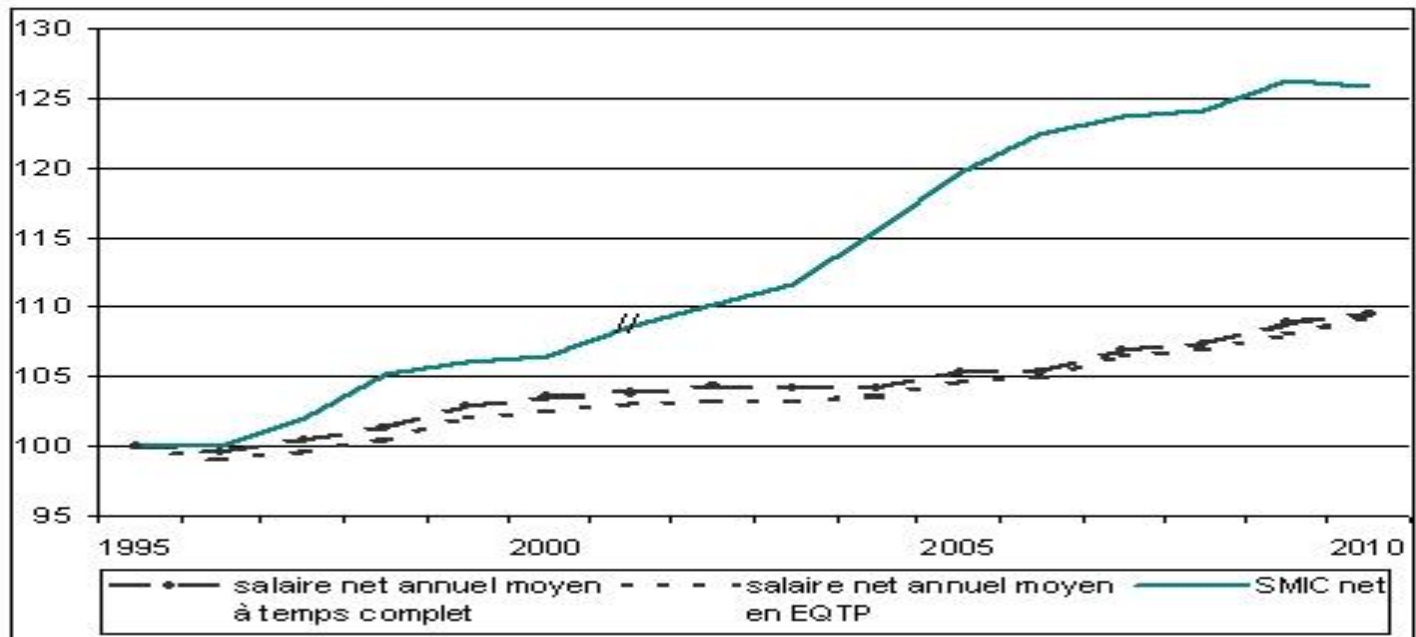


Quelles conséquences? (2)

- Insuffisance des salaires
- Insuffisance des pensions de retraite et de minima sociaux
- Développement de la pauvreté
- Hausse des inégalités sociales

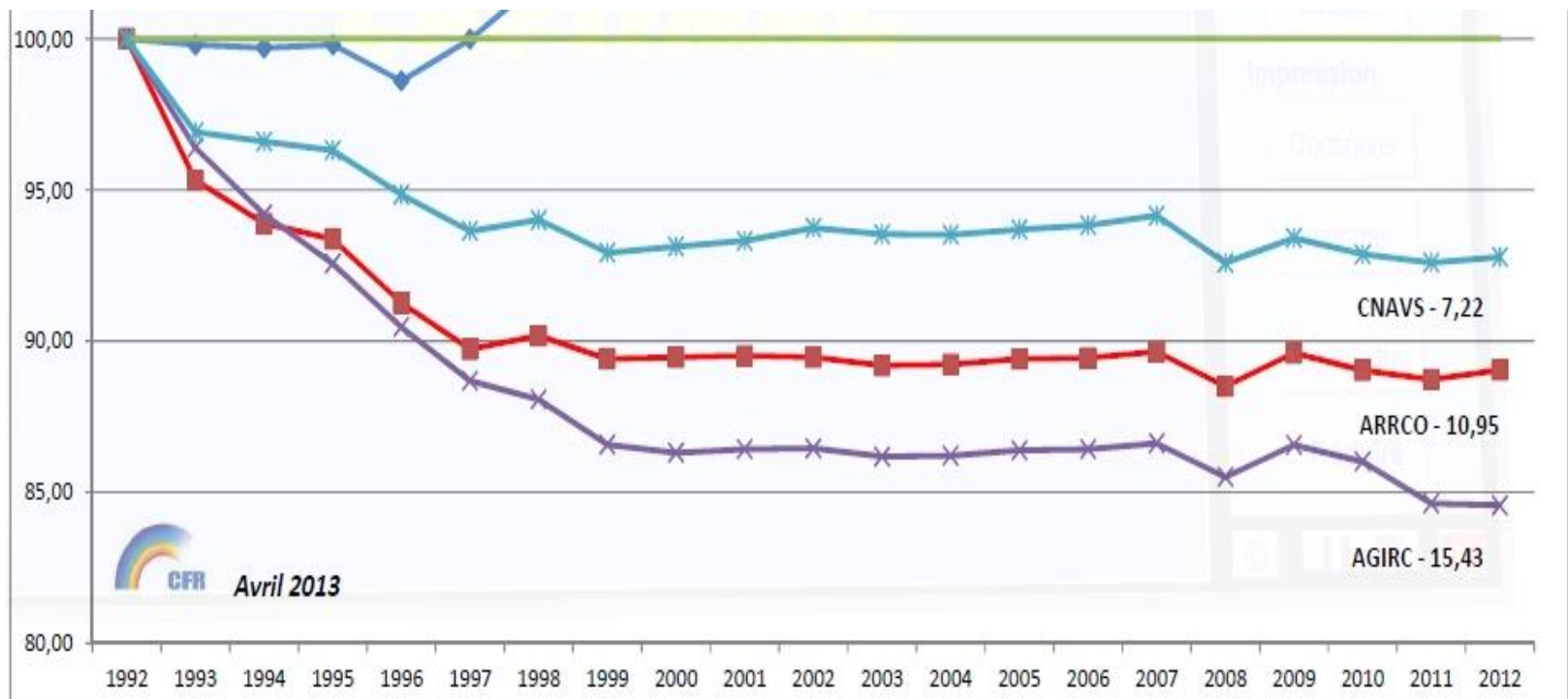
Stagnation des salaires : +0,6 % en moyenne par an depuis 1995

Figure 1-B : Évolution du salaire annuel net moyen et du Smic annuel net
Période 1995 à 2010 (en euros constants base 100 en 1995)



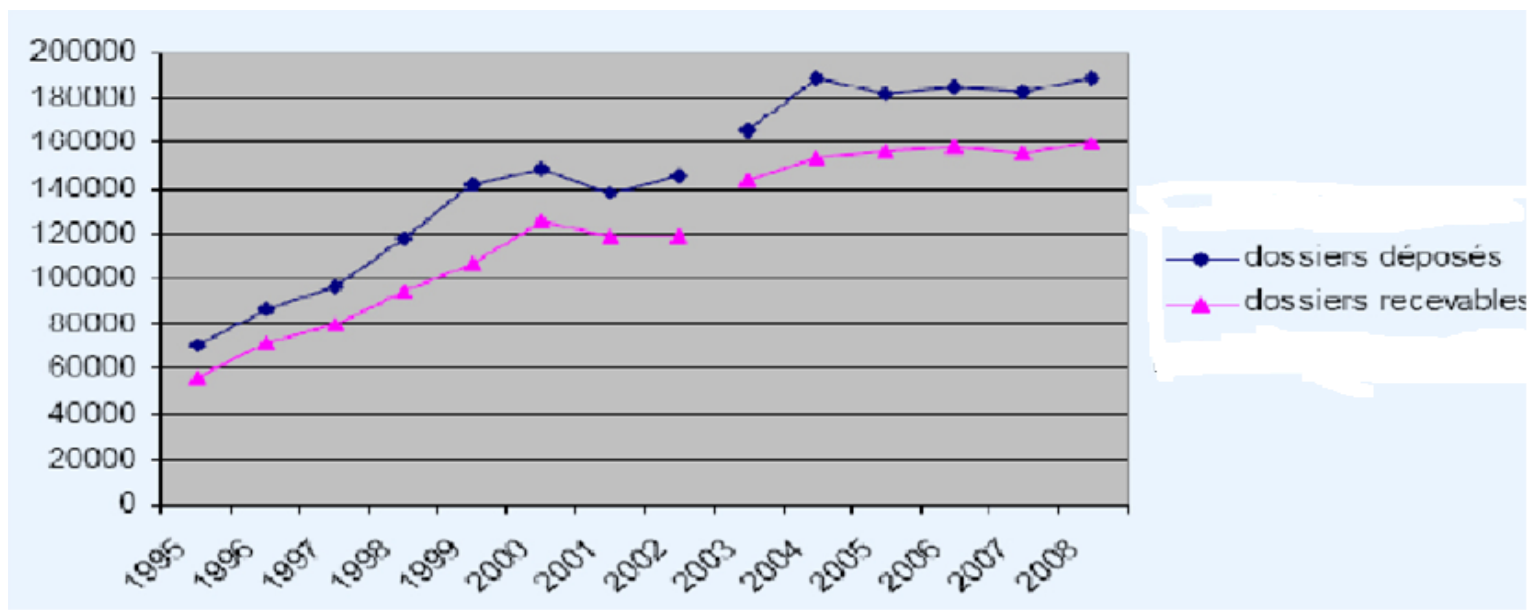
Source: Insee, Séries longues sur les salaires.

La désindexation des pensions et la perte du pouvoir d'achat des retraités



Source: Confédération des retraités

Des ménages de plus en plus surendettés



Un Français sur sept est pauvre, la pauvreté et les inégalités augmentent

- **Le seuil de pauvreté monétaire** (60 % du niveau de vie de la moitié de la population) est de **977 euros par mois** en 2011
 - 8,7 millions de personnes vivent avec moins de 977 euros par mois
 - La moitié d'entre elles vivent avec moins de 790 euros par mois
- **La pauvreté concerne 14,3 % de la population**, contre 14% en 2010.
- La pauvreté progresse surtout parmi les chômeurs et les jeunes âgés de 18 à 29 ans
- En une décennie la fortune totale des 500 Français les plus riches a plus que quadruplé, alors que le produit intérieur brut (PIB), lui, n'a que doublé.
1/10^{ème} de la richesse est concentré entre les mains de 1/100000^{ème} de la population.

Presque 9 millions de pauvres en France

Indicateurs de pauvreté

	2008	2009	2010	2010*	2011*
Seuil à 60 % de la médiane					
Nombre de personnes pauvres (en milliers)	7 836	8 173	8 617	8 520	8 729
Taux de pauvreté (en %)	13,0	13,5	14,1	14,0	14,3
Seuil de pauvreté (euros 2011/mois)	985	989	984	978	977
Niveau de vie médian des personnes pauvres (euros 2011/mois)	803	801	798	792	790
Intensité de la pauvreté (en %)	18,5	19,0	18,9	19,0	19,1

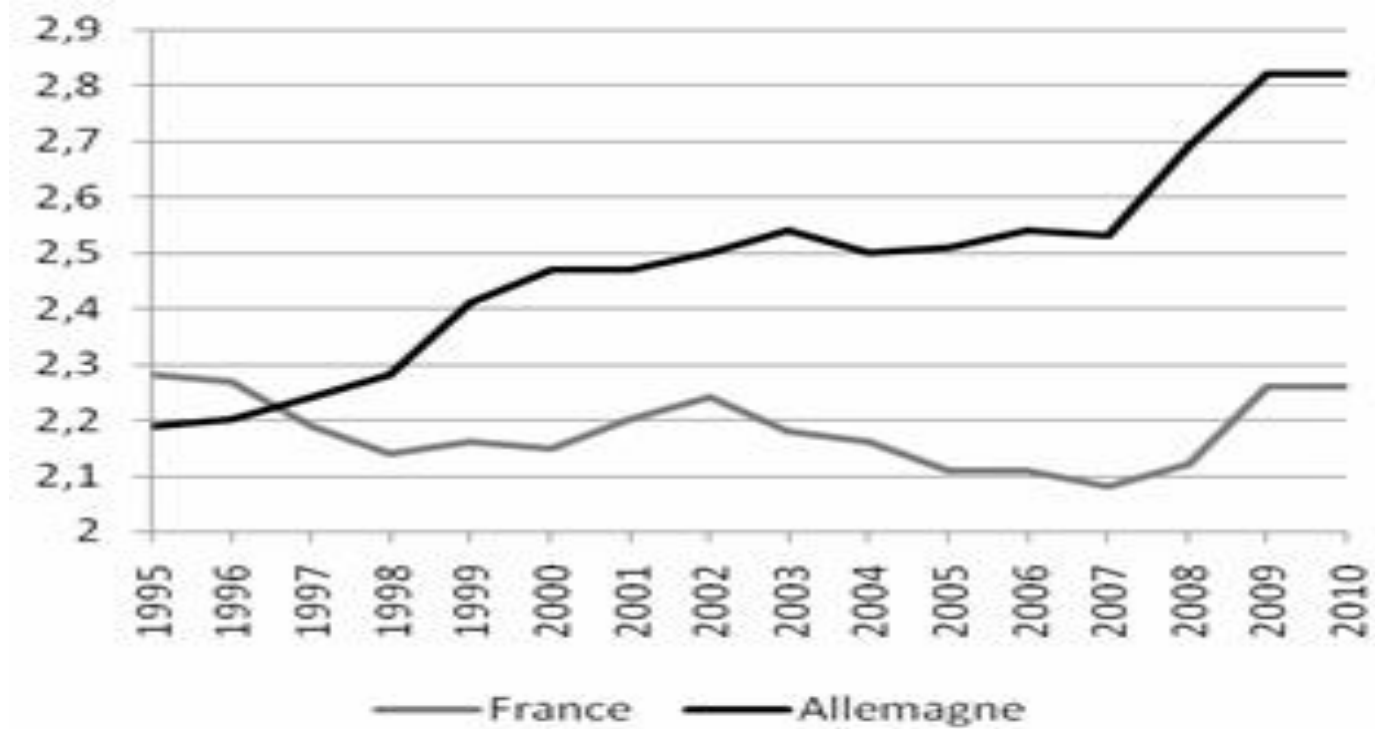
En 2011, le revenu de la moitié des Français était inférieur à 1630 euros par mois. C'est le revenu médiane. Selon la Commission européenne, sont pauvres ceux qui gagnent moins de 60% du revenu médiane.

Source: Insee Première N°1464 - septembre 2013.

Quelles conséquences? (3)

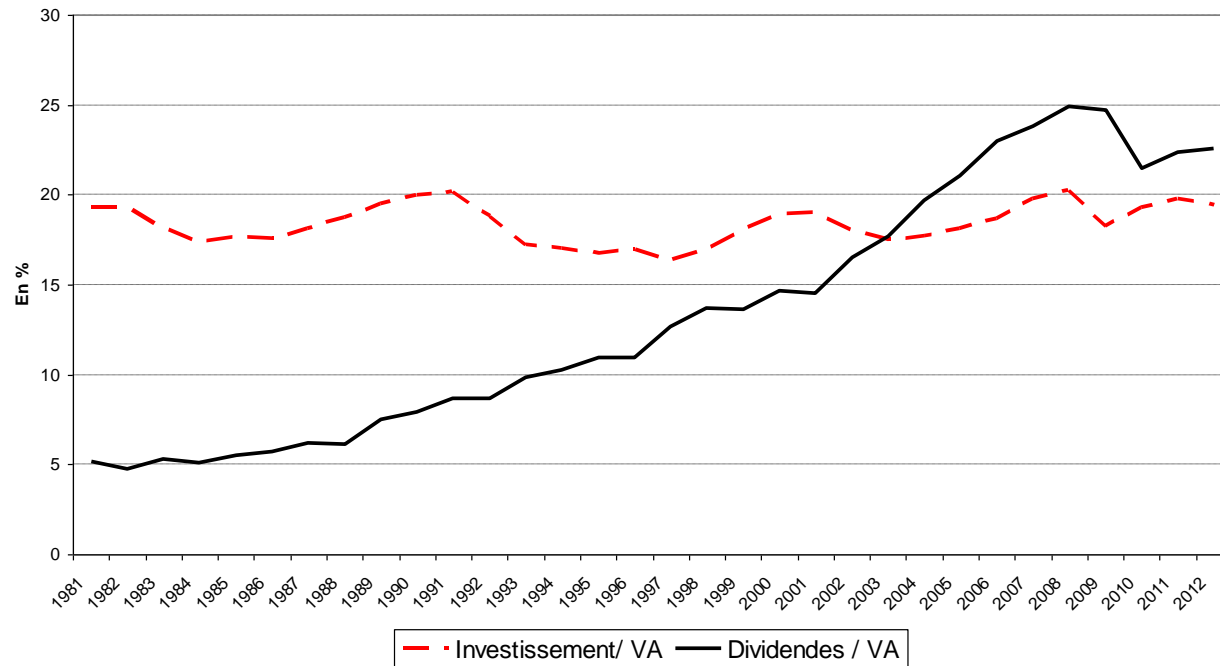
- Insuffisance de l'investissement productif
 - Dans la recherche et la formation
 - Dans les équipements

Dépenses de R&D en % du PIB



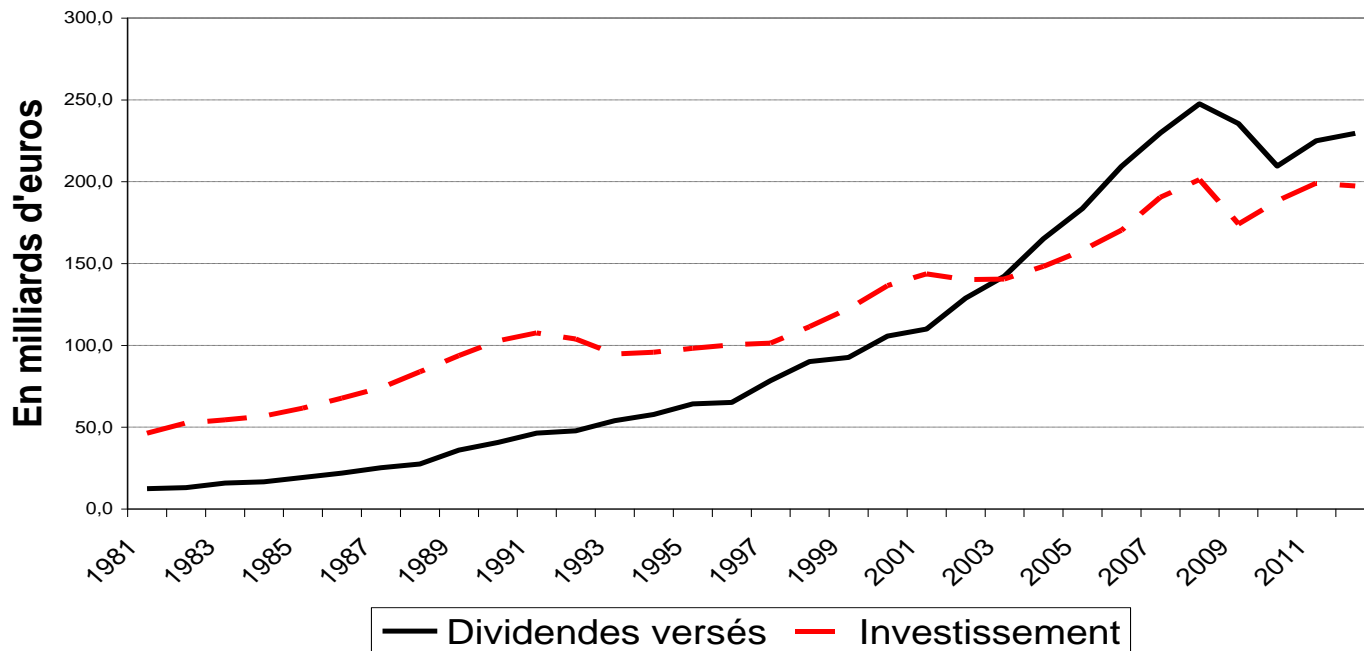
Contrairement à ce que prétendent les libéraux, la hausse du taux de marge ne conduit pas nécessairement à la hausse du taux d'investissement

Investissement et dividendes versés en % de la valeur ajoutée



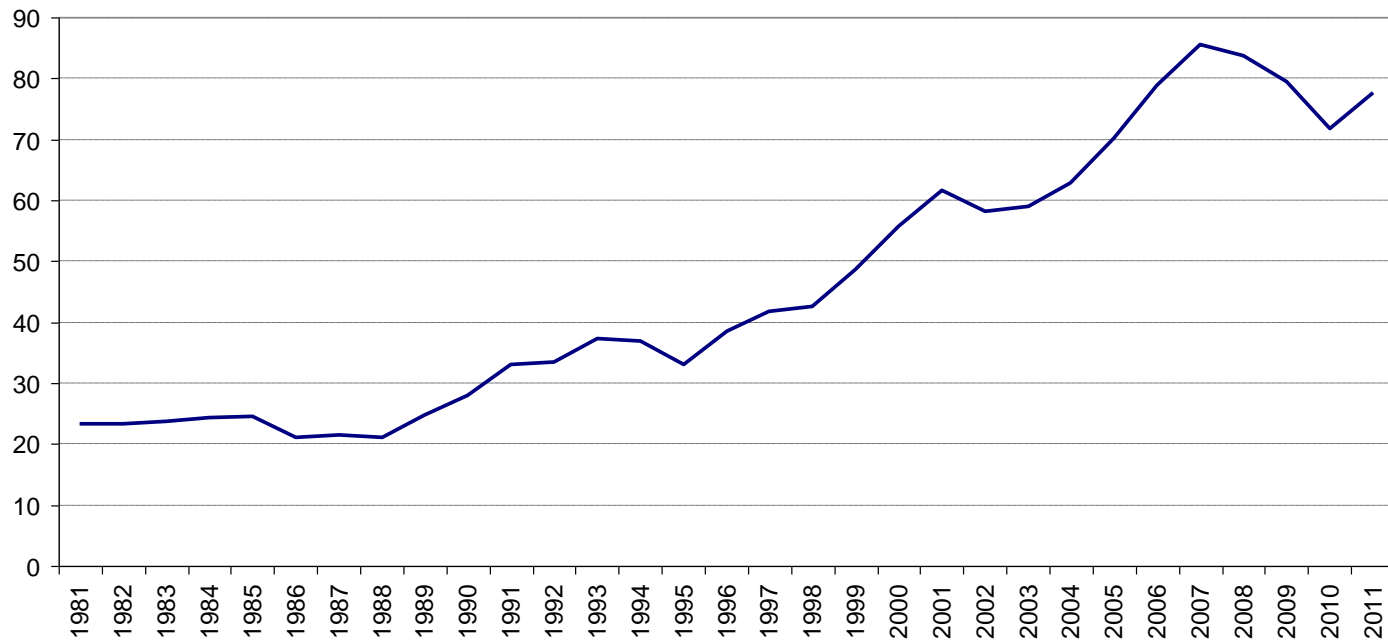
Dividendes versés aux actionnaires plus élevés que les investissements

Dividendes versés et investissement



Les entreprises préfèrent placer l'argent plutôt qu'investir

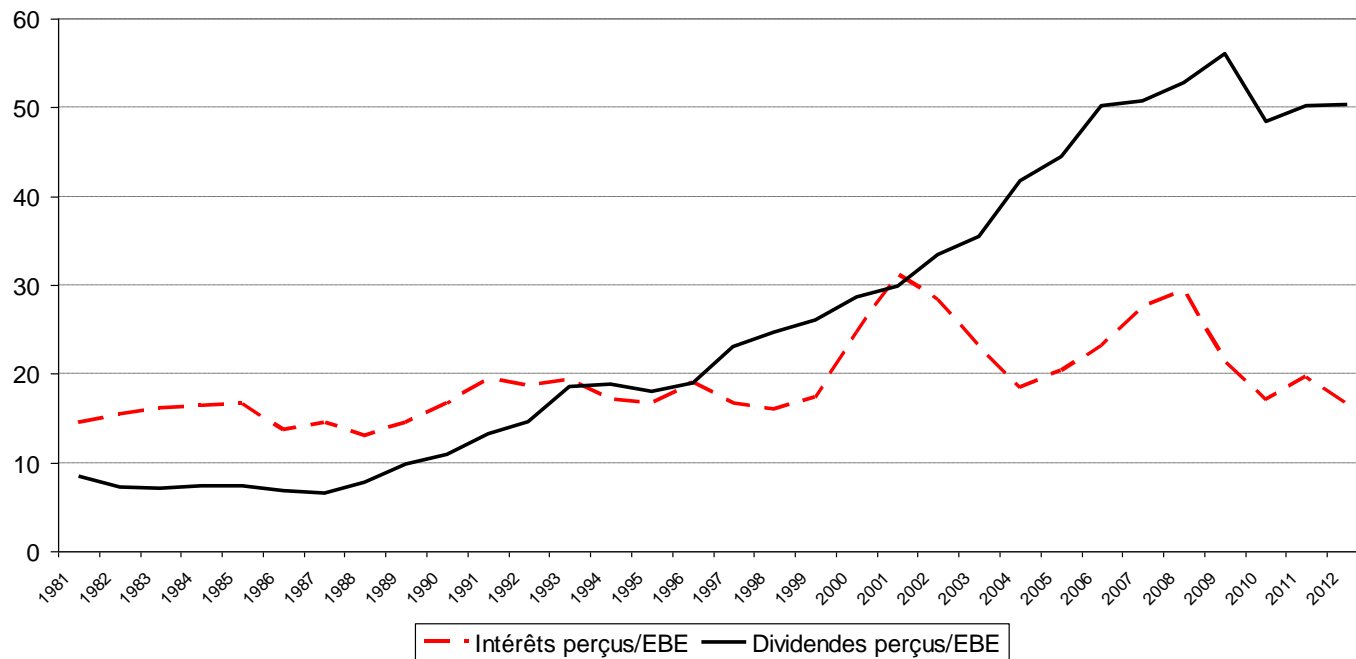
Revenus financiers en % de la valeur ajoutée



Source: Cgt, Pôle économique, à partir de l'Insee, Comptes nationaux.

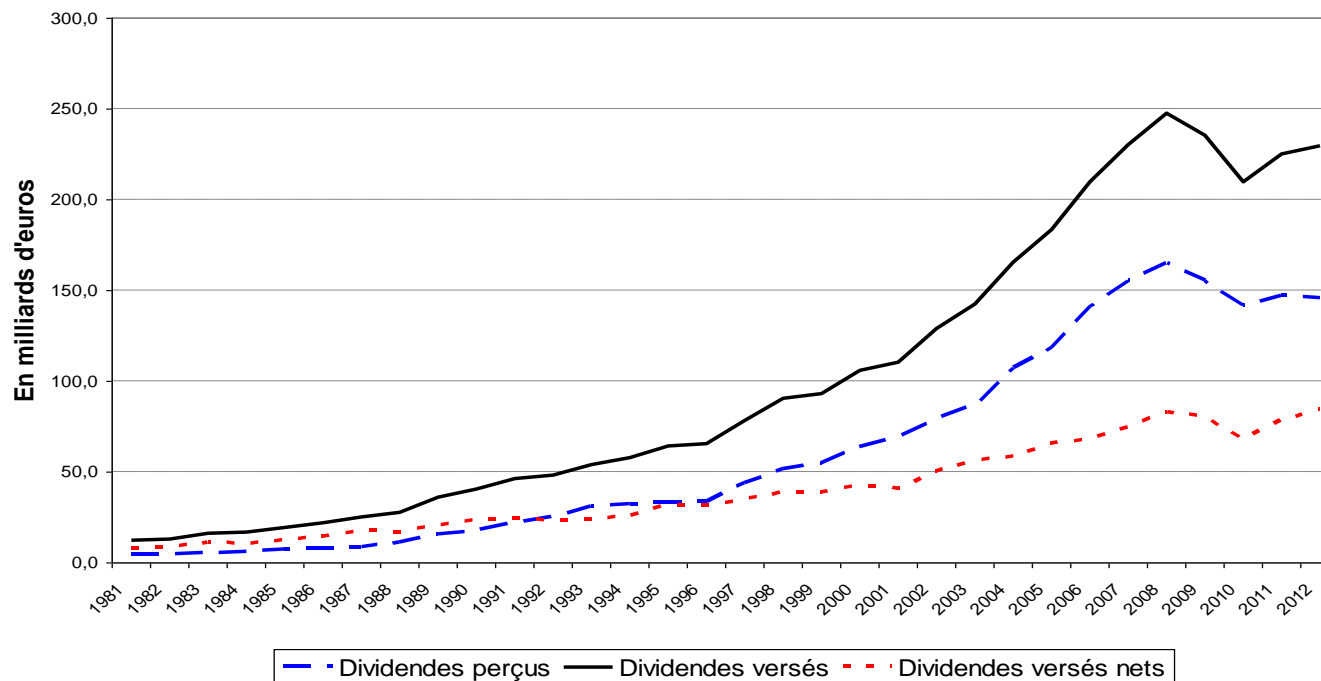
Les entreprises gagnent davantage dans la finance que dans les activités productives

Intérêts et dividendes perçus en % de l'EBE



La hausse des dividendes perçus est une anomalie, un signe de financiarisation

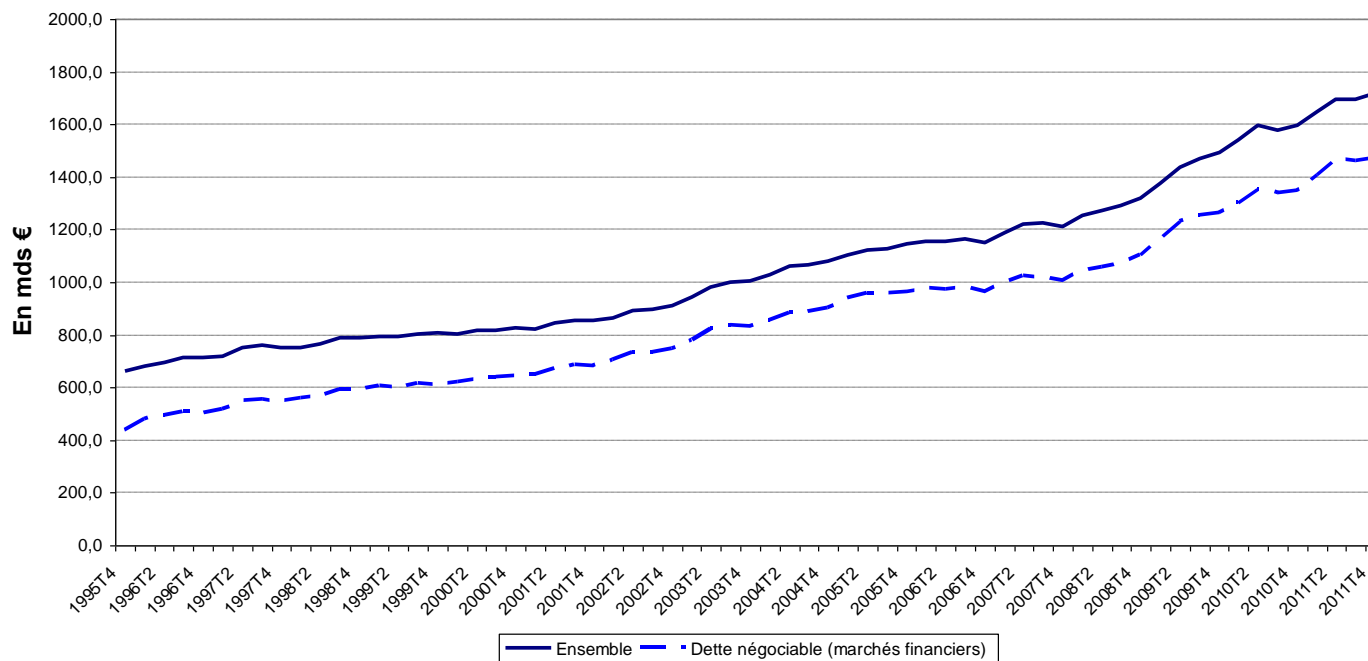
Dividendes perçus et versés



Quelles conséquences? (4)

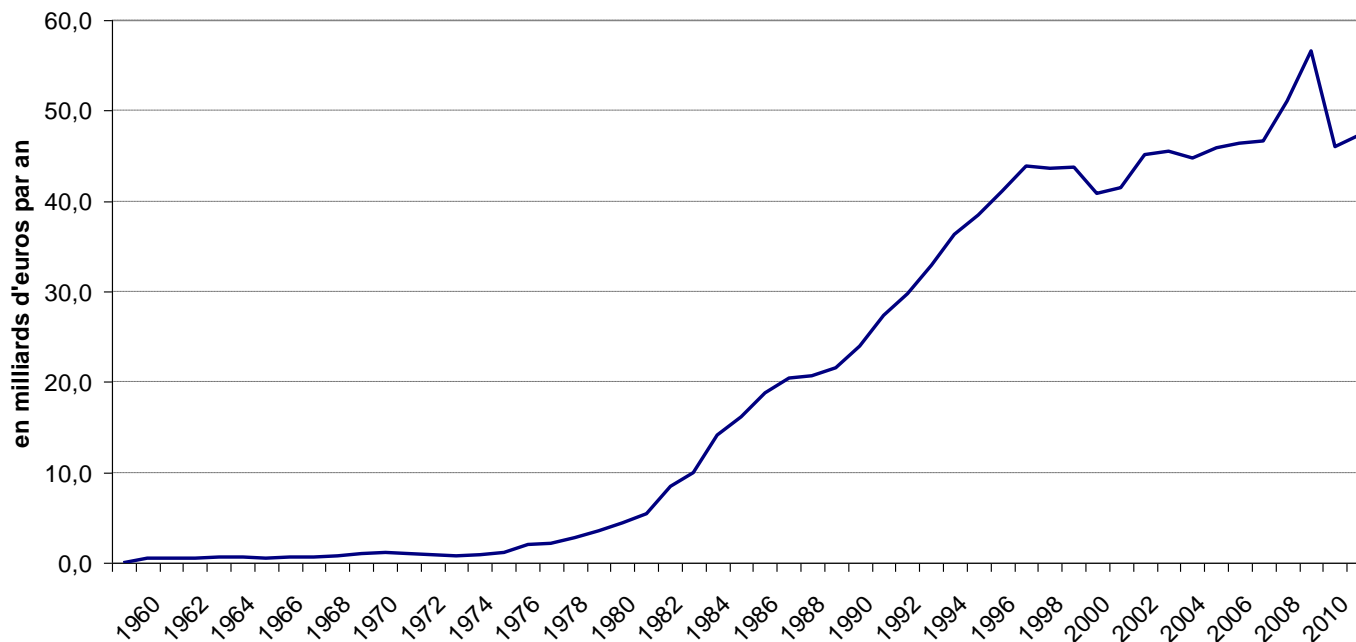
- Déficit du budget de l'État
- Déficit de la Sécurité sociale
- Hausse de la dette publique et de ses charges d'intérêt
- Un surendettement des communes

Dettes des administrations publiques



520 milliards € payés pour les charges d'intérêt de la dette publique, c'est autant d'argent de moins pour les services publics

Charges d'intérêt de la dette des administrations publiques



Source: Cgt, Pôle économique, d'après l'Insee, Comptes nationaux.

- Deuxième point

Quelle conclusions pour notre stratégie syndicale?

Trois problèmes à résoudre

- Produire suffisamment de richesses, surtout immatérielles (services et notamment services publics de qualité) pour répondre aux besoins
 - Cf. la pauvreté en France
 - Cf. également les besoins dans le monde
- Améliorer les conditions de création des richesses
 - Pour les travailleurs
 - Pour l'environnement
- Établir un autre partage des richesses

D'où vient le problème? (1)

- Un mode de gestion des entreprises qui:
 - dévalorise le travail, le considère comme un coût qu'il faut réduire
 - favorise la rentabilité et la financiarisation de l'économie
- Se pose alors la question des droits d'intervention des salariés sur les choix des entreprises
 - Droits suspensifs pour les CE, CCE, Comités de groupe...
 - Rôle des administrateurs salariés...

D'où vient le problème? (2)

- Des choix politiques et surtout de politique économique qui:
 - dévalorisent le travail, le considèrent comme un coût qu'il faut réduire
 - favorisent la rentabilité et la financiarisation de l'économie
- Il y a un va-et-vient entre les choix de gestion des entreprises et les choix politiques, y compris de politique économique
 - Cf. exonérations de cotisations sociales
- Le syndicalisme doit donc travailler sur ces deux dimensions

D'où vient le problème? (3)

- Un système bancaire qui contribue à la financiarisation de l'économie
- Entre 2001 et 2012, on a les évolutions suivantes:
 - Crédits aux entreprises + 80%
 - Investissement + 40%
 - Emploi + 6%
 - Conclusion : une partie des crédits bancaires va vers les opérations purement financières, voire spéculatives
- Constat de la Banque de France: les banques disposent des liquidités mais n'augmentent pas les crédits
- Attention: la faute vient des directions et des actionnaires et non des salariés des banques

Un nouveau mode de production pour résoudre ces problèmes

- Question clé : finalité de l'activité économique
- Réponse aux besoins sociaux
 - Non à la croissance à n'importe quel prix
 - Que produire et comment?
 - Quelle croissance économique?
 - Comment mesurer la richesse?
 - Insuffisances du concept de Produit intérieur brut (PIB)
- Impératif de solidarités
 - Solidarité des générations
 - Solidarité des travailleurs
 - dans l'espace
 - dans le temps
 - Paix et désarmement

Valoriser le travail pour établir un nouveau mode de production

- Travail est un atout, une richesse, un apport et non un coût
- Valoriser le travail
 - Augmenter les salaires
 - Créer des emplois stables
 - Améliorer les conditions de travail
 - Assurer l'égalité femme-homme

- Question : a-t-on les moyens pour réaliser ces objectifs?
- La réponse est positive
- 3 exemples

1) Mieux utiliser les 200 mds€ d'aides et d'exonérations accordées aux entreprises

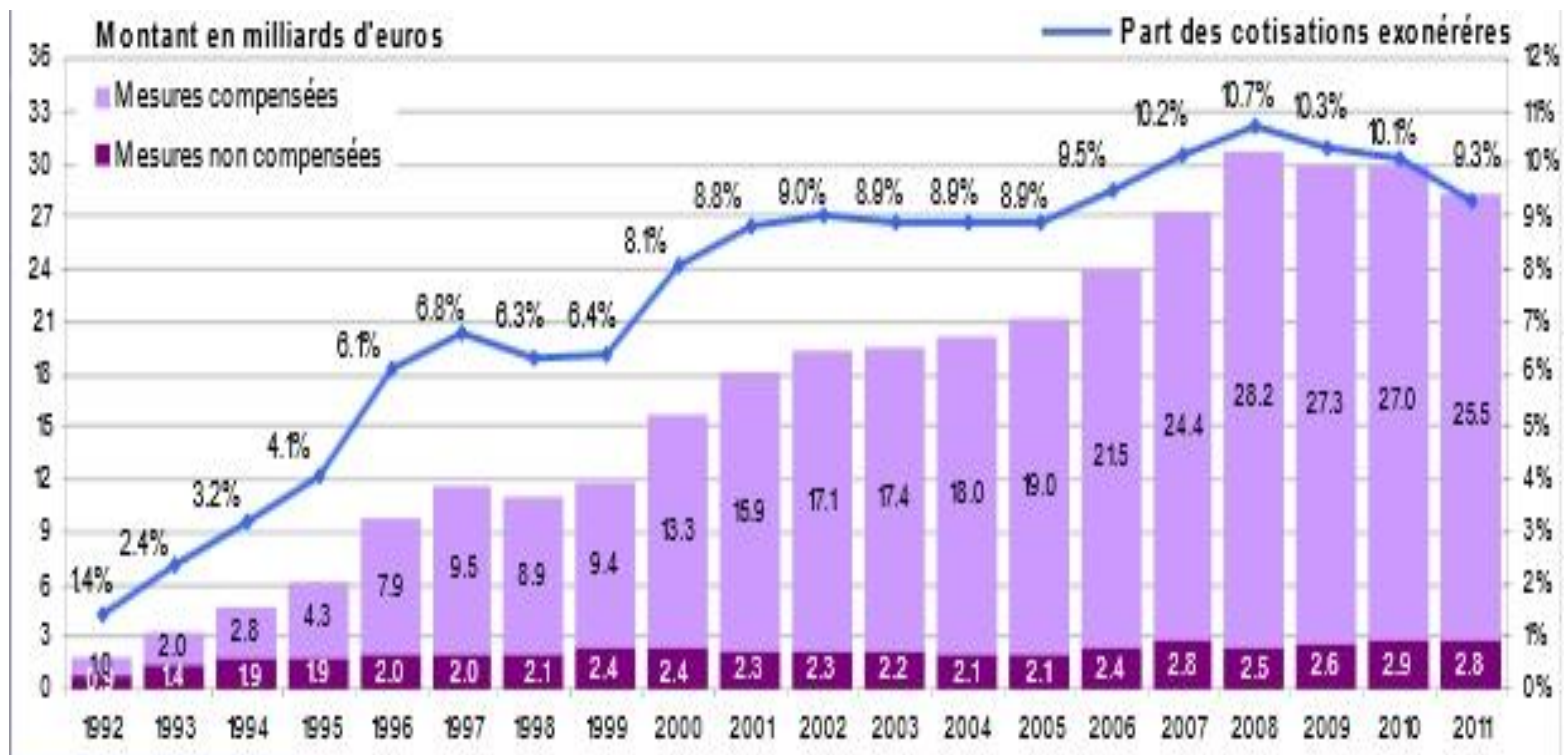
- **172 Md€ (rapport 2010 de la Cour des comptes)**
 - **35 Md€ de « dépenses fiscales »**
 - taux réduits de TVA: 15 Md€ ;
 - dispositions concernant l'IS (impôt sur les sociétés) et l'IR (impôt sur le revenu pour les entreprises individuelles): 10 Md€ (dont le crédit impôt recherche)
 - réduction de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE): 3 Md€ ;
 - **71 Md€ de « modalités particulières de calcul de l'impôt »**
 - différents régimes d'intégration fiscale (régime des sociétés mères et filiales, intégration fiscale de droit commun): 55 Md€
 - la taxation au taux réduit des plus values à long terme provenant de cession de titres de participations dans les fonds commun de placements à risque (FCPR) et sociétés de capital risque (SCR): 8 Md€
 - **31 Md€ d'allègements et d'exonérations de cotisations sociales**
 - **26 Md€ d'exemptions d'assiette** (participation financière et actionnariat salarié, PERCO, chèques vacances et titres restaurant...)
 - **10 Md€ de dispositifs « non chiffrés »**

Mieux utiliser les 200 mds€ d'aides et d'exonérations accordées aux entreprises

- Ces chiffres ont sans doute bougé depuis
 - Exemple, les exonérations Fillon ont légèrement baissé suite à la baisse de l'emploi dans la période de récession économique .
 - Ces exonérations étaient de 25,5 mds € en 2012
- Mais dans l'ensemble, l'ordre de grandeur reste le même
- En revanche, depuis, de nouveaux allègements et exonérations sont décidés à l'instar du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui va coûter chaque année 20 mds €

Exemple de gâchis de ces aides et exonérations

- Crédit impôt recherche (CIR)
 - Cf. rapport de la Cour des comptes (septembre 2013)
- Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)
 - Aucune contrepartie
 - Aucun contrôle
- Exonérations de cotisations sociales dites patronales: 26 mds € en 2011
- La lutte contre la fraude fiscale permettrait de récupérer 40 mds €



Source : AcoSS-Urssaf

Questions posées pour mieux utiliser les aides et exonérations

- Quelle place pour les salariés pour utiliser efficacement ces fonds?
 - Définition des objectifs
 - Contrôle de l'usage
- Quelle réforme fiscale?
 - Une véritable révision des politiques publiques au service des citoyens et non pour réduire les moyens des services publics
 - Ex: moyens pour lutter contre la fraude fiscale

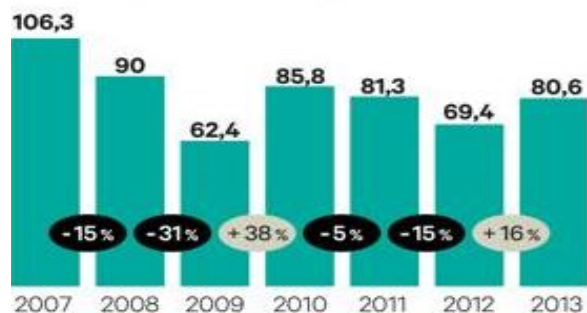
2) Mettre à contribution les actionnaires

- Exemple: CAC 40 en 2012
 - 69 mds € de bénéfices
 - 38 mds € versés aux actionnaires
- En pleine crise, les dividendes distribués aux actionnaires augmentent par rapport à 2007
 - Taux de distribution des bénéfices:
 - 2007: 37%
 - 2008: 44%
 - 2009: 62%
 - 2010: 48%
 - 2011: 43%
 - 2012: 54%

Dividendes et rachats d'actions du CAC 40

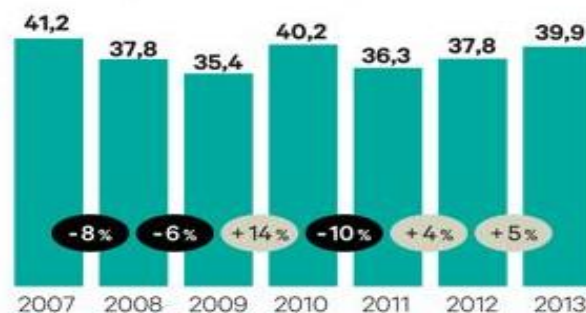
Les bénéfices récurrents du CAC 40

Estimation, en milliards d'euros, variation annuelle en %



Les dividendes du CAC 40

Estimation, en milliards d'euros, variation annuelle en %



Les 10 plus gros versements attendus de dividendes en 2014, en masse

Estimation pour l'exercice 2013, en milliards d'euros

Total	5,66
Sanofi	3,71
GDF Suez	3,62
EDF	2,23
BNP Paribas	2,18
Orange	2,12
AXA	1,91
LVMH	1,62
L'Oréal	1,51
Vivendi	1,34

Les paiements de dividendes de 7 sociétés du Top 10 du CAC devraient augmenter en 2014

3) Inciter les banques à accorder des crédits pour l'emploi et l'investissement productif

- Grâce à l'argent public, les banques améliorent leurs bénéfices
- Les directions des banques donnent, comme par le passé, la priorité aux opérations financières
- Résultat:
 - Retour des bénéfices, avec primes considérables pour les « traders »
 - Problème de financement des PME

► TABLEAUX RÉCAPITULATIF DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DES BANQUES FRANÇAISES

Banque	Produit net bancaire(*)	Variation par rapport à 2011	Bénéfice net(†)	Variation par rapport à 2011
BNP Paribas	39 072,0	-7,8 %	6 553,0	+8,3 %
Boursorama	201,5	-8,0 %	40,4	-7,0 %
BPCE	6 049,0	-3,6 %	2 150,0	-18,5 %
Crédit Agricole	16 315,0	-15,8 %	-6 470,0	-340 %
Dexia	-	-	-2 866,0	+306,1%
LCL	3 891,0	+1,8 %	663,0	-1,8 %
Natixis	6 452,0	-2,0 %	901,0	-42,0 %
RCI Banque	1 200,0	+4,2 %	490,0	-0,6 %
Société Générale	23 110,0	-10,3 %	774,0	-67,5 %

(*) En millions d'euros

En guise de conclusion

- Pour peser dans le débat public, pour rendre accessible aux salariés nos propositions, la CGT ne doit-elle pas faire campagne sur le thème du coût du capital en l'articulant à nos batailles pour
 - Emploi
 - Salaire, pensions, minima sociaux
 - Retraite
 - Services publics
 - Haut niveau de protection sociale...
- C'est aussi un enjeu pour
 - redonner toute sa valeur au travail
 - donner une nouvelle impulsion à la bataille pour une sécurité sociale professionnelle et un nouveau statut du travail salarié
- Importance de la formation syndicale: intégrer ces problématiques dans les modules de formation

Remerciements

- La commission exécutive a décidé de la mise en place d'un pôle économique au sein de l'espace revendicatif.
- Merci

Information

- Les Fédérations, certains CR, UD ainsi que l'Ugict et l'UIT sont invités à participer à une réunion le 2 octobre à 9h30 pour recenser les besoins et examiner ensemble un programme de travail.